



En finir avec le pétrole : le « plan Marshall » climatique pour la transition énergétique

Dans le domaine de la politique climatique et environnementale, le PS fait preuve d'inventivité et amène des solutions – et ce depuis des décennies. Le « plan Marshall » pour la transition énergétique présenté aujourd'hui s'inscrit dans cette longue tradition : il s'agit d'un programme d'investissement novateur, axé sur l'énergie solaire et l'efficacité énergétique, pour accélérer l'élimination progressive du pétrole. L'approvisionnement en chaleur, les processus industriels et les transports doivent rapidement être transposés vers des énergies renouvelables et locales. Ce changement de paradigme peut être financé tout en restant social et s'avère économiquement rentable pour la Suisse.

« À plusieurs reprises au cours de son histoire, la Suisse a fait preuve de courage et d'esprit pionnier pour faire avancer le pays », a déclaré aux médias le président du PS Suisse, Christian Levrat, à la ferme biologique et centrale solaire Schüpfenried à Uetligen (BE). Il a évoqué la création des CFF ou les investissements massifs réalisés dans l'hydroélectricité dans les années 1960. « Nous avons besoin de retrouver le courage et l'esprit pionnier de l'époque ! La Suisse doit et peut devenir neutre du point de vue climatique et indépendante du pétrole. Avec confiance en sa recette du succès et en son esprit pionnier, la Suisse saura également relever ce défi. »

Les instruments nécessaires à la sortie du pétrole et à la transition énergétique existent déjà en Suisse mais doivent être nettement renforcés. Avec ce « plan Marshall », le PS entend désormais garantir le financement de l'élimination progressive du pétrole. La Confédération devra consacrer près de 3 milliards de francs par an à des aides à l'investissement, issues du budget. Ces aides permettront de mobiliser environ 6 milliards d'investissements privés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce dispositif permettra d'augmenter le volume total des investissements privés et publics de quelque 3 milliards actuels à environ 12 milliards par an au total. Pour faciliter la mobilisation des fonds privés, une Banque d'investissement pour le climat émettra des obligations climatiques (« Climate Bonds »). Le cas échéant, PostFinance pourrait recevoir un nouveau mandat de prestations pour exercer ce rôle.

Le PS souhaite que la Confédération finance des incitations à l'investissement dans les bâtiments et l'industrie, l'électrification des véhicules et les infrastructures de transport, ainsi que dans le développement de l'énergie solaire et de l'énergie hydroélectrique. Ces investissements fédéraux doivent être effectués à partir du budget fédéral ordinaire, en utilisant enfin de manière productive les milliards d'excédents annuels et en supprimant les cadeaux inutiles tels que l'abolition prévue du droit de timbre. Les générations futures bénéficieront beaucoup plus d'un programme d'investissement en faveur de la protection du climat que de l'octroi par le gouvernement fédéral du droit de timbre aux banques et aux compagnies d'assurance.

Une étude commandée par le PS prouve que les mesures prévues peuvent être mises en œuvre tout en restant sociales. « Le « plan Marshall » ne portera pas préjudice à la classe moyenne. Elle en bénéficiera même à long terme », a déclaré Roger Nordmann, président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales. « Le passage à des sources d'énergie locales entraînera une baisse des coûts de l'énergie en Suisse, une diminution sensible des dépenses à l'étranger et la création de milliers d'emplois. »